

## Burundi : éthique démocratique ou volonté populaire ?

@rib News, 06/12/2011 Faut-il jeter le bébé avec l'eau du bain? Par Rev. Isaac Nizigama, Ph.D. L'évolution de la situation politico-sécuritaire au Burundi marquée par le contentieux post-électoral de 2010 fait actuellement craindre une reprise des hostilités à l'échelle majeure. La question du dialogue du pouvoir de Bujumbura avec ses opposants politiques semble n'être plus à l'avant-plan des solutions envisagées. De l'extérieur du jeu politique burundais, il est difficile de voir véritablement bloquer l'écoulement vers ce dialogue pourtant vraisemblablement voulu par le Président de la République du Burundi, si l'on tient compte notamment de sa déclaration du 1er juillet 2011, où il appelait les leaders de l'opposition en exil à rentrer «pour entamer un dialogue politique». Actuellement, l'heure semble plutôt à la course aux armements. L'adage français : «qui veut la paix prépare la guerre» est en train de se concrétiser sous nos yeux. Des groupes armés jusqu'au cou se portent à la connaissance de la communauté nationale et internationale. Les plus en vue sont notamment celui d'un certain Pierre Claver Kabirigi qui opérerait dans l'Est Burundi en ayant la Tanzanie comme terrain d'entraînement et de refuge, et qui a bénéficié d'une publicité des radios locales burundaise qui diffusa une interview téléphonique avec lui; et celui qui se nomme «Fronabu Tabara» qui vient également de bénéficier d'une importante publicité de la part de deux journalistes français qui donnèrent la peine de parcourir les hautes montagnes du Sud Kivu où se sont établies les populations Banyamulenge, dans le seul but de donner la parole à ses rebelles burundais, de les filmer et de publier une vidéo/reportage sur leur sujet. Le «général Moïse» donné comme le fondateur de ce groupe semble parler le Kinyarwanda plutôt que le Kirundi tout en affirmant avoir été un officier de l'armée burundaise. Avec la formation de ces groupes armés rebelles et leur intention d'attaquer le Burundi avec une plus grande intensité, d'aucuns pourraient se demander si la cause de la démocratie sera mieux servie par des groupes dont l'identité et les projets de société ne sont ni connus ni clairs. La vidéo sur le Fronabu-Tabara (publiée sur différents sites web consacrés au Burundi) montre d'ailleurs un groupe de gens en uniformes militaires affirmant à majorité Tutsis provenant à la fois du Burundi et du Rwanda ayant commencé ses activités en 2006, donc bien avant les élections de 2010. Ce groupe n'est donc pas de formation récente et ses mobiles ne sont pas liés au contentieux post-électoral de 2010. On pourrait donc se demander si la cause de la démocratie au Burundi pourrait être mieux servie par une victoire d'un tel mouvement, si jamais victoire il y avait, que par les dirigeants actuels du Burundi quels que soient les crimes dont ils sont accusés par leurs opposants. Dans mon article intitulé « Préserver les acquis du processus de paix et l'écoulement démocratique français », paru dans Burundi News le 05 août 2011, je rappelais que le pouvoir burundais actuel issu des élections de 2010, nonobstant les irrégularités qui les auraient caractérisées, incarnait une légitimité lui conférée à la fois par le verdict des urnes (démocratiquement valide surtout par les observateurs internationaux) et le processus de paix inter-burundais dans son ensemble. Je disais qu'il lui incombait alors, plus que tout autre acteur politique burundais actuel, de veiller à ce que les acquis de ce processus de paix soient intégralement préservés et que l'écoulement démocratique dans le chemin démocratique du pays ne soit remise en cause par qui que ce soit en dehors d'une consultation populaire. J'affirmais également que le pouvoir actuel au Burundi représentait un pas de géant du peuple burundais dans son évolution vers une société démocratique et démocratique; que quiconque aimait le Burundi et le peuple burundais dans son ensemble devait prendre acte de ce pas et s'ouvrir en faveur d'une poussée vers l'avant dans le sens de plus d'écoulement démocratique. [à]. Je disais enfin que sur ce point, le pouvoir actuel ne devait en aucune façon se laisser intimider, qu'il devait chercher à démanteler les revendications caractéristiques humanitaires et celles renfermant des mobiles politico-ethniques souvent non-explicitement exprimés. Ces phrases m'apparaissent toujours valables même après les cas de violences qui se sont manifestés au Burundi dans l'entre-temps, le plus criant étant le carnage de Gatumba du 18 septembre dernier. Il me semble en effet utile de distinguer deux niveaux dans la situation burundaise actuelle : celui de l'évolution du Burundi vers l'unité, la démocratie et l'écoulement; et celui de la gestion politique du pays suivant les principes de la bonne gouvernance et de l'éthique démocratique. Le premier niveau me semble effectivement incarné par le pouvoir actuel issu non seulement des élections de 2010 mais également des principes des Accords d'Arusha imposant des équilibres ethnico-politiques très précis au niveau des institutions-clés du pays, y compris l'armée et la police nationales. C'est d'ailleurs à ce titre que beaucoup d'observateurs de la politique et de la société burundaise ne situent plus le problème burundais au niveau des antagonismes et de la haine ethniques mais ailleurs. C'est ce niveau donc, le renversement des institutions actuelles par la force des armes (coup d'état ou victoire d'un groupe armé rebelle) ne revêtirait aucune légitimité démocratique au moins pour deux raisons : 1) ce genre de prise de pouvoir s'identifierait à une remise en cause de la volonté du peuple qui est le fondement de toute démocratie; 2) ce genre de prise de pouvoir briserait l'unité nationale en construction, restaurerait les inégalités tristement connues en remettant en cause l'esprit des Accords d'Arusha de 2000. Un tel renversement des institutions actuelles serait donc ultimement une régression du peuple burundais dont les conséquences ne sont nullement prévisibles. Le problème burundais actuel semble donc se situer uniquement au second niveau : celui de la gestion politique du pays suivant les principes de la bonne gouvernance et de l'éthique démocratique. On a parlé des problèmes dans l'organisation et le déroulement des dernières élections, des difficultés du pouvoir actuel à respecter les principes de la bonne gouvernance en matière de gestion des fonds publics (les malversations économiques souvent criantes), de respect des droits de la personne humaine, de respect de la liberté d'expression, de l'indépendance de la magistrature, etc. Ce problème ne s'identifie pas à l'inexistence de la démocratie puisque les institutions dont on accuse de ces maux sont des institutions issues des élections reconnues démocratiquement valides. Il faut donc recourir aux moyens démocratiquement valides pour résoudre ces problèmes et corriger les dérives identifiées. La logique démocratique indique en effet non seulement les moyens d'accéder au pouvoir mais également les moyens de sanctions contre un pouvoir qui se rend coupable d'erreurs ou de faits contraires à l'éthique démocratique : le pouvoir, tout autant que la sanction contre un pouvoir, émane du peuple. C'est au moins par là que l'on peut dire que le peuple burundais à majorité non instruit, en proie à la magogogie et à la manipulation par ses

dirigeants ; incapable donc de sanctionner un pouvoir qui se rend coupable de faits anti-démocratiques dont elle ne saurait discerner les tenants et les aboutissants. On a même donc une « démocratie du nombre » au Burundi. Tel se trouve en effet être le grand problème des jeunes démocraties non seulement africaines mais également de partout dans les pays pauvres où l'indice du développement humain est souvent très faible. Mais faut-il alors pour cela renoncer à la démocratie ? Faut-il privilégier la force et les armes au détriment de la volonté populaire qui doit s'exprimer à travers les urnes ? Faut-il instaurer une dictature des élites intellectuelles qui souvent s'identifient à un segment de la population qui s'est instruit au dos de la majorité ou même contre cette dernière ? Dans ce dernier cas, jamais la démocratie n'aura cours dans le pays et le droit du peuple à choisir ses propres dirigeants lui sera toujours dénié sous prétexte qu'il ne saurait sanctionner les mauvais. De plusieurs maux, il faut choisir le moindre. Si le peuple décide de ne pas sanctionner un pouvoir, il nous faut respecter son choix parce qu'il vaut mieux la démocratie imparfaite que toutes les dictatures réunies. Le peuple doit être souverain dans ses bons comme dans ses mauvais choix. Tel est l'idéal démocratique. S'il ne sanctionne ses dirigeants aujourd'hui, demain il le saura à force de éducation et de conscientisation. Seulement, sa souveraineté est démocratiquement inaliénable. Si donc le Burundi doit poursuivre son cheminement démocratique, les résultats des élections de 2010 doivent être respectés par tous. La sanction viendra, s'il doit y avoir sanction, comme d'ailleurs aime à affirmer le Président de la République, des prochaines échéances électorales puisque le pouvoir est majoritairement confortable (2015 ou plus tard, il appartiendra au peuple d'en décider). Ceux qui choisissent la voie de la guerre, pour forcer la mise en œuvre de leur volonté, doivent être acharnement combattus par ceux qui veulent faire respecter la volonté populaire. La voie de la guerre ne fera que faire régresser le peuple Burundais tant dans son plan démocratique que dans ses acquis en matière d'unité, de démocratie et d'égalité. Renverser par la force les actuelles du Burundi sous prétexte qu'elles se sont rendues coupables d'erreurs ou de faits contraires à la démocratie s'identifie à jeter le bébé avec l'eau du bain : à asphyxier la démocratie naissante sous prétexte des dirigeants actuels. Certes, la voie du dialogue désamorcerait la crise, mais elle ne saurait infléchir les radicaux qui veulent s'accaparer de tout le pouvoir par la force et pour qui l'avènement de la démocratie au Burundi a été l' pire nouvelles de leur existence. Rev. Isaac Nizigama, Ph.D.